

Protéger la nature ou protéger les animaux?

Thomas Lepeltier¹

Résumé : *On considère souvent que la préservation de l'environnement est la meilleure façon de protéger les animaux sauvages. C'est probablement vrai s'il est question de les protéger d'activités humaines qui viendraient détruire leur habitat. Pour autant, dans leur milieu naturel, laissés en paix, les animaux peuvent souffrir de faim, de soif, de maladie et être victimes de prédateurs. Aussi allons-nous montrer dans cet article que, pour protéger les animaux sauvages, il faut plutôt transformer la nature que la protéger.*

Mots-clés : *éthique animale, éthique environnementale, interventionnisme, prédation*

La protection des animaux sauvages et celle de la nature semblent aller de pair. Par exemple, empêcher qu'une forêt ne soit rasée permet de sauver les animaux qui y vivent. De même, éviter qu'une rivière ne soit polluée permet de protéger les poissons qui y résident. En pensant à ce genre de protection, beaucoup de nos contemporains considèrent que, d'une manière générale, préserver l'environnement dans lequel vivent les animaux sauvages est la meilleure façon de les protéger. Cette idée se retrouve d'ailleurs souvent chez les écologistes. Beaucoup d'entre eux estiment ainsi que la faune et la flore sauvages forment un tout qu'il faut, autant que possible, protéger des méfaits de l'industrialisation et des empiètements de la société humaine. Derrière cette vision des choses, on trouve à la fois l'idée que toute intervention qui modifierait l'agencement des écosystèmes risquerait de remettre en cause leur fragile équilibre et l'idée que,

¹ Thomas Lepeltier est chercheur indépendant et « écrivain scientifique ». Après un doctorat d'astrophysique, il a orienté ses recherches vers l'histoire et la philosophie des sciences, puis vers l'éthique animale. Son dernier ouvrage, *L'Imposture intellectuelle des carnivores* (Max Milo, 2017), est une critique des justifications de la consommation de viande mises en avant par les intellectuels français.

pour le bien de la faune et de la flore, il faudrait laisser la nature en paix².

Pourtant, dans leur milieu naturel, les animaux laissés à eux-mêmes peuvent souffrir de faim, de soif, de maladie et être victimes de prédateurs. Dès lors, se soucier des animaux doués de sensibilité pourrait requérir, certes, d'éviter que les diverses activités humaines en viennent à détruire leur habitat, mais également d'intervenir dans la nature, quitte à la transformer, pour leur venir en aide. Bref, plutôt que de chercher à préserver la nature dans son intégrité, ne vaudrait-il pas mieux la modifier pour protéger les animaux sauvages³?

1. La question de la biodiversité

Très souvent, les mouvements de protection de la nature partent de l'idée que la biodiversité serait une bonne chose en soi. Il faudrait la maintenir telle qu'elle est, voire l'augmenter dans le cas où elle aurait diminué. Dès lors, ces mouvements critiquent toute intervention humaine qui tendrait à diminuer la biodiversité d'un lieu. Le problème est qu'il n'est pas évident de comprendre pourquoi le maintien de la biodiversité des milieux naturels serait toujours à encourager. Qu'il faille garantir une certaine biodiversité ne fait pas de doute. Si la biodiversité diminue trop, un écosystème peut être fragilisé au point de voir disparaître la plupart des formes de vie qu'il contient. Il faut donc s'assurer qu'il y en ait toujours un minimum⁴. Mais pourquoi vouloir toujours la préserver à son

² Bien sûr, ceux qui veulent préserver la nature des empiètements de l'activité humaine ne sont pas toujours d'accord sur ce qu'il faut préserver exactement (Ereshefsky, 2007). Pour une analyse philosophique de la pensée écologique, voir Ferret (2011).

³ Ce constat d'une divergence entre l'éthique animale et l'éthique environnementale n'est pas nouveau. Il remonte au moins à l'article de John Baird Callicott (1980). En 1984, analysant ce divorce, mais sans prendre position en faveur de l'une ou l'autre éthique, Mark Sagoff se rendait bien compte que l'éthique animale imposait de venir en aide aux animaux dans la nature. Il n'allait toutefois pas jusqu'à parler d'une transformation de la nature (Sagoff, 1984). Enfin, pour une analyse plus récente de ce divorce, voir Guichet (2013).

⁴ Sur l'importance de la biodiversité pour la stabilité des écosystèmes, voir par exemple MacDougall *et al.* (2013).

niveau actuel? N'y aurait-il pas des situations où une certaine diminution de la biodiversité serait favorable au bien-être global des êtres vivants?

Déjà, il est facile d'imaginer des situations où une augmentation de la biodiversité aurait des effets délétères. Prenez une petite île, par exemple. S'il peut éventuellement être profitable pour les animaux insulaires de voir la couverture végétale se diversifier, il est plus que douteux que l'introduction d'une multitude de carnivores appartenant à des espèces étrangères à l'île soit dans leur intérêt. La biodiversité augmenterait, mais la nouvelle cohabitation risquerait d'accroître les conflits. Bien sûr, on pourrait rétorquer que, dans ce cas, c'est la rupture d'équilibres ancestraux entre espèces vivantes qui serait mauvaise. Pourtant, toute augmentation de la biodiversité perturbe nécessairement l'équilibre préalable, du moins pendant un certain temps. Il paraît donc délicat de l'envisager favorablement de manière systématique.

Quant au rétablissement de la biodiversité d'un lieu, il ne présente pas non plus un intérêt toujours très clair. Pourtant, les protecteurs de la nature déplorent régulièrement que la biodiversité baisse dans un lieu particulier à la suite d'une intervention humaine et ne se demandent jamais si cette diminution ne pourrait pas avoir des effets positifs. Cette attitude témoigne de leur désir que la biodiversité demeure intacte. Quand ils le peuvent, ils cherchent même à la restaurer, notamment en réintroduisant des espèces ayant disparu. Pour illustrer l'intérêt de ces restaurations et pour montrer que toutes les espèces d'un écosystème sont à préserver, les protecteurs de la nature évoquent souvent le parc national de Yellowstone, aux États-Unis. Comme dans beaucoup d'autres endroits, les loups y ont été systématiquement abattus au point de disparaître complètement dans les années 1920. Mais, sous la pression des environnementalistes, ils ont été réintroduits dans les années 1990. Or, cette réintroduction a apparemment eu des effets favorables sur la biodiversité du parc. Ce retour de grands prédateurs a, comme on pouvait s'y attendre, entraîné une diminution des troupeaux d'herbivores, notamment des élans. La population de ces derniers déclinant, la végétation s'est développée. Avec une plus grande couverture boisée, le parc a vu sa population d'oiseaux augmenter. De même, l'augmentation des arbres et arbustes a favorisé l'installation des castors, dont les barrages ont

entraîné le développement de zones humides qui, à leur tour, ont permis à toute une faune et une flore d'investir en nombre les lieux. En somme, le retour des loups a permis un fort développement de la biodiversité du parc. À l'inverse, leur disparition avait entraîné une baisse de la biodiversité qui allait bien au-delà de leur contribution directe à cette dernière. Voilà apparemment de quoi illustrer la thèse qu'il faut préserver la biodiversité, c'est-à-dire protéger la nature⁵.

Pourtant, au-delà de la question de la biodiversité, le bénéfice de la réintroduction des loups n'est pas évident à percevoir. Pour commencer, le bien-être des grands herbivores chassés par les loups ne s'est pas amélioré. Cela est évident pour ceux qui ont eu la malchance de se faire dévorer. Quant à ceux qui ont pu échapper aux dents de ces nouveaux prédateurs, ils vivent maintenant la peur au ventre et circulent moins dans le parc. Mais, même pour les loups, l'avantage n'est pas clair. Pour ceux qui ont été exterminés jusqu'aux années 1920, la réintroduction de membres de leur espèce soixante-dix ans plus tard n'a rien apporté. Un loup mort n'a aucun intérêt à ce qu'un autre loup vive là où il vivait. De manière générale, quoi qu'on fasse, on ne peut pas augmenter le bien-être des morts. Ensuite, il y a les loups qui ont été introduits dans le parc. Il a fallu les capturer où ils vivaient, éventuellement les séparer de leur meute, les transporter et les relâcher dans un environnement inconnu. Rien ne dit que, globalement, leur condition se soit améliorée. Enfin, si on peut déplorer l'élimination des loups avant les années 1920, on doit aussi reconnaître que leur disparition a épargné beaucoup de vies. Pour un loup tué, ce sont plusieurs centaines de ses proies qui peuvent continuer à vivre. Difficile donc de considérer qu'une augmentation ou même un rétablissement de la biodiversité soit systématiquement bonne pour les animaux⁶.

L'erreur des environmentalistes est ici de penser les devoirs envers les animaux à travers la notion d'espèce et non

⁵ Sur cette réintroduction des loups à Yellowstone, voir par exemple Ripple et Beschta (2012).

⁶ Pour une autre critique de l'idée qu'il faut préserver la biodiversité, même quand cela implique de faire souffrir des animaux, voir Mosquera (2015).

d'individu. Cette approche pose effectivement problème puisqu'une espèce ne souffre pas et n'a pas d'intérêt. Il en est de même pour une rivière, une forêt ou une montagne. Seuls les individus sensibles en ont – notamment celui de ne pas souffrir et de ne pas être tués. Or, quel devoir aurions-nous envers une entité qui n'a pas d'intérêt? On peut éventuellement avoir des devoirs indirects, si cela permet de prendre en compte les intérêts des êtres sensibles qui la composent⁷. Malheureusement, en appréhendant les animaux à travers la notion d'espèce et non d'individu, les environmentalistes se rendent aveugles aux intérêts des animaux pris individuellement. Dès lors, quand ils cherchent à restaurer ou à augmenter la biodiversité d'un lieu parce qu'ils y voient un moyen de favoriser le développement d'espèces animales, ils peuvent le faire au détriment des animaux⁸.

Enfin, quand les environmentalistes décident de protéger un environnement pour le préserver le plus longtemps possible dans son « état naturel », ils n'agissent pas non plus en fonction de l'intérêt de ces animaux. De fait, il est peu probable que la nature, laissée à elle-même, aboutisse à un optimum de bien-être. Le niveau de biodiversité d'un lieu vierge de toute interférence humaine ne serait donc pas toujours à préserver. Il y a même de fortes raisons de penser que, très souvent, il ne l'est pas.

2. La souffrance dans la nature

Si la nature est très souvent un lieu où le bien-être des animaux n'est pas optimal, c'est parce qu'ils y souffrent énormément et y meurent très jeunes. Ils doivent notamment affronter la faim, le froid ou la chaleur excessive, les parasites, les prédateurs, les

⁷ Pour prolonger cette critique de l'idée que les écosystèmes et les espèces auraient une valeur inhérente qu'il faudrait respecter, voir respectivement Cahen (1988) et Sandler (2012).

⁸ Dans certains cas extrêmes, les environmentalistes peuvent même décider d'exterminer tous les individus d'une espèce particulière s'ils estiment qu'elle n'a pas sa place dans un endroit donné, par exemple parce qu'elle aurait été introduite tardivement par des humains. Sur cette extermination d'animaux domestiques retournés à « l'état sauvage », voir Shelton (2004). Plus généralement, pour une autre critique de la réintroduction des loups à Yellowstone, voir Horta (2010a).

maladies sans pouvoir bénéficier de traitements, etc. Certains chercheurs en viennent ainsi à considérer que les animaux en captivité, dans la mesure où ils bénéficient de bonnes conditions, sont plus heureux que les animaux sauvages (Wilcox, 2011). Sans entrer dans ces considérations, on peut de toute façon aisément se rendre compte que la vie des animaux sauvages est assez misérable en se tournant vers la dynamique des populations et vers les « stratégies », en termes évolutifs, de reproduction sexuée. Concernant ces dernières, les biologistes définissent deux types de stratégie : la stratégie r et la stratégie K (Pianka, 1970). La première consiste à mettre fréquemment au monde beaucoup de petits et à peu s'en occuper. C'est la stratégie des rats, des tortues de mer, de beaucoup de poissons, etc. La seconde consiste à ne pas avoir beaucoup de petits, mais à bien s'en occuper pendant longtemps. C'est la stratégie des baleines, des grands singes, des kangourous, etc. Dans la réalité, ces deux stratégies ne s'opposent évidemment pas de façon binaire. Entre les deux, il y a tout un continuum avec, toutefois, une plus grande quantité d'animaux adoptant la stratégie r. Il faut donc les voir comme deux tendances : une espèce utilise davantage la stratégie r ou K qu'une autre. En tout cas, définir ces deux stratégies permet de saisir à quelle logique répondent les modes de reproduction. Le but de cette dernière en termes évolutifs est bien sûr d'avoir une descendance, qui, elle-même, aura une descendance et ainsi de suite. Si un animal a peu de petits, ceux-ci mourront avant d'avoir atteint l'âge de reproduction s'il ne s'en occupe pas. En revanche, s'il en a beaucoup, il peut toujours espérer que, avec un minimum de soin, voire pas du tout, quelques-uns survivront. Tant pis si beaucoup meurent en bas âge; l'important est que certains survivent.

Maintenant, pour qu'une population reste stable, comme les environnementalistes le souhaitent à travers le projet de préservation des espaces naturels, il faut qu'en moyenne les femelles aient deux petits qui arrivent à se reproduire. Si elles en ont moins ou plus, rapidement la population décline ou explose, respectivement. Cela veut dire que, pour les espèces ayant adopté la stratégie r, une très grande quantité d'animaux mourront avant d'avoir pu se reproduire. Par exemple, dans le cas d'une population stable de rats, seuls deux rats se reproduiront sur la

centaine ou plus que leur mère aura mis au monde au cours de sa vie. Les autres mourront de faim, de soif, de maladie ou seront dévorés par des prédateurs. Or, si la quasi-totalité des rats meurt ainsi en bas âge, leur courte vie est nécessairement une suite d'épreuves : ils sont très souvent travaillés par la faim, la soif, les blessures, les maladies et la peur, pour finalement succomber rapidement. Dans ces conditions, il apparaît clairement qu'ils n'ont pas une bonne vie. En matière de bien-être, leur situation est donc catastrophique⁹.

Pour les espèces adoptant la stratégie K, la situation n'est guère meilleure. Prenons une lionne qui vit dans une horde dont la taille reste stable. Elle peut avoir au cours de sa vie entre 10 et 15 lionceaux. Elle s'en occupera beaucoup. Elle les protégera et chassera du gibier pour eux. Il n'empêche qu'ils mourront presque tous avant de pouvoir se reproduire. En moyenne, seuls deux lionceaux sur les 10 ou 15 auront la chance d'avoir à leur tour des petits. Proportionnellement, ce succès reproductif est beaucoup plus élevé que pour les espèces adoptant la stratégie r. Mais, même dans ce cas, le décès de 13 lionceaux sur 15 avant l'âge de reproduction témoigne de la dureté des conditions de vie de ces animaux¹⁰. Or, quand les écologistes veulent protéger la nature, leur souhait est que les populations restent stables. Sans s'en rendre compte, ils mettent en œuvre des mesures de protection qui pérennisent donc cette souffrance. Ne faudrait-il pas plutôt chercher à améliorer les conditions de vie des animaux? Mais, dans ce cas, il faudrait intervenir dans la nature pour la modifier et non la préserver telle qu'elle est¹¹.

⁹ Sur la souffrance engendrée par les stratégies de reproduction, voir Horta (2010b). Ou encore Ng (1995).

¹⁰ Pour approfondir la question de la souffrance dans la nature, voir par exemple Tomasik (2009). Puis, plus particulièrement, sur la difficulté des grands prédateurs à sauvegarder leur progéniture, voir Hilborn (2017).

¹¹ Si on considère que la souffrance des animaux sauvages est telle que leur vie ne vaut pas la peine d'être vécue, on peut considérer qu'il est dans leur intérêt d'être éliminés. Dans ce cas, détruire la nature pourrait leur rendre service. C'est ce que suggère Thomas M. Sittler-Adamczewski (2016). L'argument mériterait d'être analysé. Mais, dans cet article, nous présumons qu'il vaut mieux commencer par tenter d'améliorer leurs conditions de vie que de les éliminer.

3. Aider ceux qui souffrent

Y a-t-il un impératif moral à venir en aide aux animaux qui souffrent dans leur milieu naturel? Remarquons déjà que, dans de nombreuses situations, les humains viennent, ou du moins ont le désir de venir, en aide aux animaux sauvages en souffrance. Par exemple, un girafon qui a perdu sa mère, une biche qui s'est cassé une patte ou un koala qui meurt de soif lors d'une sécheresse ne nous laissent pas indifférents. Face à ces animaux en détresse, nous essayons souvent de les secourir, même quand nous ne sommes pas responsables des maux qui les affectent. On peut y voir l'expression de notre compassion et de notre empathie. De la même manière que l'on viendrait en aide à un autre humain dans ces situations, il peut sembler naturel d'aider ces animaux.

Toutefois, on pourrait considérer qu'il ne faut quand même pas intervenir de manière systématique. Derrière cette position, on trouve parfois l'idée que, à la différence des humains, les animaux sauvages s'épanouiraient d'autant mieux qu'ils seraient davantage laissés en paix. Toute intervention régulière viendrait en effet perturber la qualité de leur vie. Ne sont-ils pas sauvages? Ce serait ainsi dans cet état qu'ils trouveraient le plus de satisfaction. Autrement dit, il serait dans leur « nature » de vivre à l'écart des humains¹². Mais cet argument est pour le moins spécieux. Comment affirmer qu'une gazelle peut s'épanouir quand elle meurt de soif? Ou encore, comment avancer qu'il existe des animaux dont la « nature » voudrait qu'on les abandonne à leur triste sort? Autant un animal sauvage qu'un humain souhaitera, dans une situation délicate, qu'on lui vienne en aide. C'est dans son intérêt de se sortir de cette mauvaise passe, que ce soit par lui-même ou avec l'aide d'autrui. Dès lors, si nous en avons les moyens, il serait immoral de ne pas les aider. Si c'est une question de justice pour l'humain, c'en est une aussi pour l'animal sauvage¹³.

¹²C'est par exemple la position de Jennifer Everett (2001).

¹³Parmi les opposants à l'intervention systématique, citons aussi Clare Palmer (2010). Selon elle, il n'y aurait obligation d'intervenir qu'en cas de relation particulière avec un animal. Comme ce n'est pas le cas avec les animaux sauvages, aucune intervention ne s'imposerait à nous. Une critique de cette position est développée par Catia Faria (2015). Elle fait remarquer que cette position n'est pas acceptable puisqu'elle implique que

Un autre argument contre l'interventionnisme, proche du précédent, consiste à dire qu'il serait plus préjudiciable pour les animaux de se faire aider que de vivre de manière autonome¹⁴. L'idée est que l'indépendance a priorité sur la prise en charge. De la même manière que l'on n'intervient pas dans les affaires d'un pays souverain, sauf cas de force majeure, il ne faudrait pas se poser en gestionnaire du monde sauvage. Le problème principal de cet argument est qu'il présuppose que les animaux sauvages arrivent à gérer convenablement leur mode de vie. Or, pour prolonger l'analogie politique, on pourrait dire au contraire que, dans le monde sauvage, l'État est défaillant; les « citoyens » sont dans une situation déplorable; la souffrance est omniprésente et le taux de mortalité avant l'âge de reproduction est phénoménal. On est tout compte fait dans un cas de catastrophe majeure. Il y aurait donc un impératif moral à intervenir¹⁵.

Enfin, un autre argument contre l'intervention massive et systématique dans la nature est que les milieux naturels ou les éléments qui les composent (plantes, rivières, montagnes, etc.) ont une valeur en soi et ne doivent pas être perturbés. Mais, comme on l'a déjà vu, il est difficile de comprendre comment une entité qui n'aurait pas de subjectivité ni de capacité à souffrir et qui n'aurait pas une certaine forme de conscience pourrait avoir des intérêts. Comment donc peut-on considérer qu'elle a une valeur en soi? Bien sûr, elle peut avoir une valeur pour autrui. Une forêt peut avoir une valeur fondamentale pour ceux qui y vivent. Elle peut aussi avoir une valeur esthétique pour ceux qui trouvent du plaisir à la regarder ou à s'y promener. Mais quelle valeur pourrait-elle avoir pour elle-même? Qui plus est, même si l'on accepte l'idée qu'une forêt (et les milieux naturels en général) doit être respectée, il n'y a aucune raison de penser qu'on lui manque de respect en la

l'on n'a pas à intervenir en faveur des humains avec lesquels nous n'avons aucune relation!

¹⁴C'est notamment la thèse défendue par Will Kymlicka et Sue Donaldson (2016).

¹⁵Pour une critique de la position de Kymlicka et Donaldson, voir par exemple Horta (2013) et Cochrane (2013). Dans le même numéro de cette revue, Donaldson et Kymlicka ont répondu à ces critiques (Donaldson et Kymlicka, 2013). Mais ils ont de nouveau été critiqués par Mannino (2015), puis par Cormier et Rossi (2016).

modifiant. Ne pourrait-on pas imaginer qu'on la valorise¹⁶?

Maintenant, une intervention massive pour venir en aide à des animaux pourrait être vue comme une façon de protéger la nature et non de la transformer, au sens où elle aurait pour fonction de redonner aux animaux en question la possibilité de vivre pleinement. On pourrait donc la voir comme une intervention de restauration d'une nature perturbée par quelques aléas. Des situations plus problématiques contredisent toutefois cette interprétation. Par exemple, tous les ans, dans le parc national du Serengeti (entre le Kenya et la Tanzanie), des centaines de milliers de gnous migrent sur de longues distances à la recherche de nourriture. Leur nombre peut même dépasser le million. Or, au cours de leur migration, ces animaux doivent franchir la rivière Mara, dont les bords sont escarpés, à des endroits où le courant est fort. Bousculés par leurs pairs, des milliers d'animaux perdent alors pied et meurent noyés en essayant de traverser¹⁷. Puisqu'ils passent toujours plus ou moins au même endroit, il serait néanmoins possible d'aménager les abords de ces rivières de sorte que leur passage soit moins dangereux. Dans ce cas, il serait question de modifier la nature, ne serait-ce que localement, plutôt que de la protéger.

Ensuite, venir en aide aux animaux demande bien souvent d'aller au-delà de ce type d'intervention très spécifique. Comme on l'a vu, la quasi-totalité des animaux meurt avant d'avoir pu se reproduire. Cette situation reflète la dureté de leur vie. Pour réduire la souffrance liée à ce type d'existence, il faudrait entreprendre un très vaste programme de transformation de la nature : s'assurer que les animaux aient accès à de l'eau en cas de sécheresse, prendre des mesures pour diminuer les incendies, venir en aide aux animaux malades et blessés¹⁸, prévoir des installations

¹⁶ Pour une critique de l'approche environnementaliste qui refuse l'interventionnisme, voir Paez (2015). On trouve une critique plus générale de l'interventionnisme dans Torres (2015).

¹⁷ Étant donné que la décomposition dans la rivière des milliers de carcasses de gnous noyés constitue une grande source de nutriment pour la faune locale, certains spécialistes de la conservation ne perçoivent pas cette hécatombe comme un problème (Pennisi, 2017).

¹⁸ Il existe déjà des programmes de vaccination des animaux sauvages (Freuling *et al.*, 2013).

pour protéger les animaux en cas de trop hautes ou de trop basses températures, et ainsi de suite. Plus question ici de parler de protection ou de préservation de la nature. Venir en aide de façon significative aux animaux sauvages demanderait un véritable aménagement de leur territoire et un contrôle régulier de leur état de santé.

4. La question de la prédation

Parmi toutes les interventions possibles, celle concernant la prédation est la plus problématique¹⁹. En général, les humains viennent en aide autant aux herbivores qu'aux carnivores. Si un dauphin s'échoue sur une plage, si un loup tombe dans un trou trop profond pour en sortir seul ou si un lion a été blessé par la corne d'un animal qu'il chassait, des personnes bien intentionnées essayeront de lui venir en aide. Or, ces prédateurs, une fois sauvés, iront attaquer des animaux que leurs sauveurs auraient aussi aidés en cas de difficulté. Ainsi, le loup tombé dans un trou que l'on sauve ira dévorer la biche que l'on aurait soignée si on l'avait découverte avec une patte cassée. Cette situation paradoxale peut s'expliquer de deux manières. Soit on sauve l'animal que l'on voit en détresse, sans réfléchir aux conséquences de ce sauvetage, soit on tente de pallier ce que l'on perçoit comme un accident dans les processus naturels, mais sans vouloir intervenir dans le cours normal de ces derniers. Dans le deuxième cas, la démarche consisterait à veiller au bon fonctionnement de la nature, un peu comme on entretient un moteur et qu'on intervient quand il a des ratés. D'une certaine manière, on protégerait la nature contre des déraillements ou des aléas possibles, quitte à ce que cela se fasse au détriment de certains animaux.

Toutefois, dans les deux cas, la démarche pose problème. Dans le premier, ne pas anticiper les conséquences d'une intervention témoigne d'un manque de réflexion. Ce n'est jamais à encourager. Dans le deuxième, la démarche procède clairement d'une décision arbitraire. Pourquoi sauver un loup qui tombe dans un trou et pas une biche qui se fait attaquer? Pourquoi le

¹⁹Certaines idées de cette section sont davantage développées dans une perspective antispéciste dans Lepeltier (2018).

premier événement devrait-il être considéré comme un accident dans le cours normal des choses et pas le second? Rien ne semble justifier cette distinction. Qui plus est, sauver un loup, c'est condamner une centaine, voire un millier de biches. Comment justifier cette préférence? Ces biches n'ont-elles pas autant d'intérêt à vivre que le loup? Libérerait-on un tueur en série qui souffre dans sa prison tout en sachant pertinemment qu'il sévira encore s'il en sort? Non, bien sûr. Pourquoi donc sauver le loup? Le faire par respect pour les processus naturels irait manifestement à l'encontre de l'intérêt à vivre de ses proies. Certes, le loup a lui aussi un intérêt à ne pas mourir et il a besoin de tuer pour vivre. Toutefois, la nécessité ne rend pas tout acte légitime. Si, dans une situation donnée, un être humain a besoin de tuer un innocent pour survivre, serait-il légitime qu'il commette cet homicide? S'il le commettait, on pourrait lui reconnaître des circonstances atténuantes; pour autant, il ne serait pas question de le déclarer innocent. De même, une personne ayant des problèmes psychologiques peut ne pas être tenue légalement responsable d'un crime qu'elle aurait commis. Il faut quand même l'empêcher de nuire. Pourquoi donc considérer qu'un loup qui tue une biche ne commet aucun méfait? Sans compter qu'un loup ne doit pas tuer un seul innocent pour survivre, mais des centaines au cours de sa vie²⁰.

Ce problème éthique de la prédation veut-il dire qu'il faut non seulement éviter de venir en aide aux prédateurs, mais également les éliminer? L'idée fait frémir. Cependant, une émotion n'est pas un argument. Notre attachement esthétique à l'existence de certains grands prédateurs (lions, tigres, orques,

²⁰Tom Regan s'oppose à l'idée d'œuvrer contre la prédation : « En prétendant que nous avons un devoir *prima facie* d'assister les animaux dont les droits sont violés, [...] nous ne prétendons pas avoir un devoir d'assister le mouton contre l'attaque du loup, puisque le loup ne peut violer ni ne viole les droits de qui que ce soit [Regan, 2013, p. 547]. » Son argument est que les loups n'étant que des patients moraux, ils ne peuvent pas violer les droits des moutons. Du coup, nous n'aurions pas à venir en aide aux seconds. Mais cet argument est problématique parce qu'il implique que nous n'aurions pas à venir en aide à un humain attaqué par un patient moral humain ou non humain. Pour une critique de cette position de Regan, voir Ebert et Machan (2012).

etc.) ne peut prévaloir sur un argument éthique. De fait, si on laissait ce type d'argument l'emporter, on pourrait se retrouver dans des situations pour le moins problématiques. Par exemple, certains pourraient évoquer le plaisir esthétique qu'ils éprouvent à regarder des esclaves noirs travailler et chanter dans les champs de coton pour justifier la perpétuation de l'esclavage. Ce sont donc les arguments éthiques, et non esthétiques, qui doivent l'emporter pour analyser une situation. Voilà pourquoi le sort des prédateurs doit être abordé à travers le prisme de l'éthique et non de l'esthétique.

Comme on l'a vu, dans le cas où des humains menaceraient des innocents, il faudrait envisager de les mettre hors d'état de nuire. Ce n'est pas que l'envie de les voir disparaître nous animerait nécessairement, mais leur comportement pourrait nous forcer à agir dans ce sens. Pourquoi en irait-il différemment avec les prédateurs? Bien sûr, la mise à mort ne doit être envisagée que si l'on n'a pas d'autre solution. Avant cela, il faudrait essayer de prévenir ou de réduire, dans la mesure de nos moyens, les actes de prédation. Il faudrait songer, là où l'intervention est possible, à apporter de la nourriture végétalienne aux prédateurs, à contrôler leurs déplacements, à restreindre leur reproduction, à tenter de les reprogrammer génétiquement pour les rendre moins agressifs, etc. Ces mesures ne pourraient bien sûr pas être appliquées à l'ensemble des prédateurs, qui sont beaucoup trop nombreux. Mais ce n'est pas parce qu'il est impossible d'éliminer toute la misère du monde qu'il ne faut pas agir en ce sens ici ou là, quand on peut le faire. Quoi qu'il en soit, il est certain que pour mettre en place un tel programme, il faudrait modifier en profondeur la nature. Une fois encore, plus question ici de la protéger.

Comme pour toute action, il faut bien sûr s'assurer que la réduction d'actes de prédation ne crée pas plus de problèmes que ces derniers n'en posent²¹. Il est clair que toute intervention

²¹ En 1975, Peter Singer entrevoyait déjà ce problème : « Il faut admettre pourtant que l'existence d'animaux carnivores pose un problème à l'éthique de la libération animale : devons-nous nous en préoccuper? À supposer que les humains puissent faire disparaître les espèces carnivores de la planète, et que la quantité totale de souffrance dans le monde s'en trouverait diminuée, devrions-nous le faire? [p. 396] » Il estimait toutefois

de ce type modifierait les écosystèmes. Cela a été le cas à Yellowstone. Ce sera le cas ailleurs. Mais toute modification n'est pas forcément néfaste. Certes, il est d'usage de considérer que la prédation a des effets positifs sur la régulation des proies. Sans prédateurs, ces dernières deviendraient plus abondantes, réduiraient beaucoup trop les ressources végétales à leur disposition et courraient le risque de manquer de nourriture. Pourtant, force est de constater que cela n'a pas été le cas à Yellowstone, où les loups ont été absents pendant soixante-dix ans. La couverture végétale a diminué, mais pas au point d'avoir un impact négatif sur les grands herbivores. Au contraire, ces derniers ont vu leur nombre augmenter et, surtout, ils étaient en meilleure santé. Certes, il se peut que la disparition de prédateurs ait des effets négatifs ailleurs. Toutefois, rien ne dit que la souffrance engendrée par la raréfaction des ressources végétales soit pire que celle suscitée par la présence des prédateurs. Puis, rien n'interdit d'intervenir aussi pour limiter la reproduction des herbivores à travers des campagnes de stérilisation ou de

qu'il vaudrait mieux ne pas intervenir : « À en juger par notre conduite passée, toute tentative de modifier à grande échelle les systèmes écologiques fera bien plus de mal que de bien. Ne fût-ce que pour cette raison, il est juste de dire que sauf dans quelques cas très limités, nous ne pouvons pas et ne devons pas essayer de policer toute la nature. Nous en faisons assez si nous éliminons les tueries et la cruauté inutiles que nous-mêmes infligeons aux autres animaux [Singer, 2012, p. 397]. » Plus récemment, Jeff McMahan aboutit à une position similaire. D'un côté, il avance : « I am [...] inclined to embrace the heretical conclusion that we have reason to desire the extinction of all carnivorous species. » Mais, d'un autre côté, il se méfie de tout interventionnisme : « Suppose that we could arrange the gradual extinction of carnivorous species, replacing them with new herbivorous ones. Or suppose that we could intervene genetically, so that currently carnivorous species would gradually evolve into herbivorous ones [...]. If we could bring about the end of predation by one or the other of these means at little cost to ourselves, ought we to do it? I concede, of course, that it would be unwise to attempt any such change given the current state of our scientific understanding. Our ignorance of the potential ramifications of our interventions in the natural world remains profound. Efforts to eliminate certain species and create new ones would have many unforeseeable and potentially catastrophic effects [McMahan, 2010]. » Notons toutefois que Jeff McMahan semble désormais davantage favorable à l'intervention contre la prédation (McMahan, 2015).

contraception. Dans ce cas, la régulation serait assurée par les humains.

Ensuite, les défenseurs de la nature avancent que la prédation exerce une pression de sélection positive sur leurs proies qui en viennent à être plus rapides, plus agiles, plus robustes. Les gazelles ne courraient pas aussi vite si les prédateurs avaient été absents de la savane ces dernières centaines de milliers d'années, voire ces derniers millions d'années. En ce sens, les prédateurs seraient bénéfiques pour leurs proies. Tout, dans cet argument, n'est pas faux. La prédation exerce incontestablement une pression de sélection. Mais les aptitudes physiologiques d'un herbivore ne dépendent pas uniquement de sa capacité à résister aux prédateurs. Il doit aussi être capable de lutter contre les maladies, de s'adapter à des variations de température, de dénicher sa nourriture et de trouver des partenaires sexuels. Ces exigences sont loin d'être anodines, comparées à la capacité à fuir devant un prédateur. Par exemple, les éléphants doivent se déplacer sur de très longues distances pour se nourrir. Ceux qui sont incapables de faire ces longs périples ne survivront pas longtemps et n'auront pas de descendance. De même, c'est souvent la compétition pour les femelles qui explique la force et la puissance de certains herbivores. Ainsi, le développement des défenses de l'éléphant n'a pas été favorisé par la présence des lions dans la savane, mais par la concurrence entre éléphants mâles. L'adaptabilité des animaux à leur milieu ne dépend donc pas uniquement de l'existence de la prédation. D'ailleurs, il serait absurde de considérer que la disparition de la prédation empêcherait les animaux de s'adapter à leur milieu, comme si les mécanismes de l'évolution n'opéraient qu'avec elle.

De toute façon, ce prétendu rôle positif de la prédation, s'il était avéré, ne constituerait pas un argument éthique pour refuser de réduire son impact. En effet, pour la gazelle qui se fait dévorer, il n'est pas d'un grand réconfort de savoir que la présence des prédateurs depuis des millions d'années explique qu'elle coure vite, certes pas assez vite pour leur échapper, mais vite néanmoins. De la même manière, il n'est pas sûr qu'elle accepterait plus facilement de se faire dévorer en sachant que dans des millions d'années les gazelles courront encore plus vite si les prédateurs continuent à leur courir après. Non seulement elle s'en fiche, mais

en plus il n'y aurait pas d'intérêt pour les gazelles à pouvoir courir très vite dans un environnement dépourvu de prédateurs. L'erreur de cet argument du rôle positif de la prédation est, encore une fois, de réfléchir à travers la notion d'espèce là où il faut appréhender le problème à travers celle d'individu. Elle revient en effet à louer la prédation parce qu'elle favorise le développement de caractéristiques de l'espèce jugées positives (comme courir vite) sans s'intéresser aux intérêts des individus. En revanche, quand on prend ces intérêts en compte, comme il se doit, l'intervention contre la prédation apparaît tout à fait justifiée si, bien sûr, elle améliore globalement la situation des animaux.

5. Pour un interventionnisme réfléchi

Toute intervention dans la nature, en particulier tout programme de réduction de la prédation, pourrait avoir des conséquences néfastes imprévues. Cela est d'autant plus vrai que l'on intervient dans des écosystèmes complexes et instables. Comme dans certaines situations problématiques, il est parfois préférable de ne pas intervenir de peur d'envenimer les problèmes. Pour autant, ce principe de précaution ne rend pas caduque l'idée de l'intervention. Dans certaines situations, cette dernière peut être bénéfique. Certes, on ne connaît jamais à l'avance les conséquences à long terme des actions que l'on entreprend. Mais s'interdire d'agir en raison de cette ignorance nous condamnerait à un immobilisme mortifère. Dès lors, un principe de précaution bien pensé suppose simplement de réfléchir à deux fois avant d'intervenir. Si, après avoir multiplié les précautions, l'intervention ne semble pas comporter de grands risques, il n'y a pas de raison de ne pas intervenir. Il y aurait même un impératif moral à le faire. Car comment justifier l'inaction face à ceux dont les intérêts fondamentaux à vivre et à ne pas souffrir sont bafoués?

Au bout du compte, l'intervention dans la nature semble être une nécessité morale. Il suffit de remarquer que la vie des animaux sauvages est une longue suite d'épreuves pénibles pour réaliser que nous avons, dans la mesure du possible, le devoir de leur venir en aide. D'ailleurs, la situation n'est pas très différente de celle où nous nous trouvons quand ce sont des humains qui souffrent. S'il est dans nos moyens de leur venir en aide, il faut le faire. La différence est que, pour venir en aide de manière globale aux

animaux, il faut entreprendre une modification radicale de la nature dans laquelle ils vivent. En effet, la sanctuariser reviendrait à pérenniser leurs souffrances. Autrement dit, il faut transformer la nature pour protéger les animaux. Bien sûr, toute intervention comporte des risques. En cherchant à améliorer une situation, on peut l'aggraver. Il ne faut donc pas intervenir n'importe comment, mais procéder de manière intelligente. Il n'en reste pas moins que, si on veut protéger les animaux sauvages, une transformation de leur environnement est une nécessité. Reste à savoir comment le faire concrètement.

Références :

- CAHEN, H. (1988). « Against the moral considerability of ecosystems », *Environmental Ethics*, vol. 10, n° 3.
- CALLICOTT, J. B. (1980). « Animal liberation, a triangular affair », *Environmental Ethics*, vol. 2, n° 4.
- COCHRANE, A. (2013). « Cosmozoopolis: the case against Group-Differentiated Animal Rights », *Law, Ethics and Philosophy*, vol. 1.
- CORMIER, A.-A. ET M. ROSSI (2016). « The Problem of Predation in Zoopolis », *Journal of Applied Philosophy*.
- DONALDSON, S. ET W. KYMLICKA (2013). « A Defense of Animal Citizens and Sovereigns », *Law, Ethics and Philosophy*, vol. 1.
- EBERT, R. ET T. R. MACHAN (2012). « Innocent Threats and the Moral Problem of Carnivorous Animals », *Journal of Applied Philosophy*, vol. 29, n° 2.
- ERESHEFSKY, M. (2007). « Where the wild things are : environmental preservation and human nature », *Biology and Philosophy*, vol. 22.
- EVERETT, J. (2001). « Environmental Ethics, Animal Welfarism, and the Problem of Predation. A Bambi Lover's Respect For Nature », *Ethics and the Environment*, vol. 6, n° 1.
- FARIA, C. (2015). « Disentangling obligations of assistance. A reply to Clare Palmer », *Relations. Beyond Anthropocentrism*, vol. 3, n° 2.
- FERRET, S. (2011). *Deepwater Horizon. Éthique de la nature et philosophie de la crise écologique*, Paris, Éditions du Seuil.
- FREULING, C. M. ET AL. (2013). « The Elimination of Fox Rabies from Europe. Determinants of Success and Lessons for the Future », *Philosophical Transactions of the Royal Society B*.
- GUICHET, J.-L. (2013). « La question animale dans l'éthique environnementaliste », *Journal international de bioéthique*, vol. 33, n° 1.

- HILBORN, A. (2017). « Bad mothers and why they make a difference to cheetah survival », *Aeon*, [en ligne]. tps://aeon.co. Page consultée le 8 avril 2018.
- HORTA, O. (2010a). « The ethics of the ecology of fear against the nonspeciesist paradigm: A shift in the aims of intervention in nature », *Between the Species*, vol. 13, n° 10.
- HORTA, O. (2010b). « Debunking the Idyllic View of Natural Processes : Population Dynamics and Suffering in the Wild », *Telos. Critical Theory of the Contemporary*, vol. 17, n° 1.
- HORTA, O. (2013). « Zoopolis, Interventions and the State of Nature », *Law, Ethics and Philosophy*, vol. 1.
- KYMLICKA, W. ET S. DONALDSON (2016). *Zoopolis. Une théorie politique des droits des animaux* [2011], Paris, Alma Éditions.
- LEPELTIER, T. (2018). « Faut-il sauver la gazelle du lion? », dans Bonnardel, Y., T. Lepeltier et P. Sigler (dir.), *La Révolution antispéciste*, Paris, Presses universitaires de France.
- MACDOUGALL, A. S. ET AL. (2013). « Diversity loss with persistent human disturbance increases vulnerability to ecosystem collapse », *Nature*, vol. 494.
- MANNINO, A. (2015). « Humanitarian intervention in nature. Crucial questions and probable answers », *Relations. Beyond Anthropocentrism*, vol. 3.
- MCMAHAN, J. (2010). « The meat eaters », *The New York Times*, [en ligne]. <http://opinionator.blogs.nytimes.com>. Page consultée le 8 avril 2018.
- MCMAHAN, J. (2015). « The moral problem of predation », dans Chignell, A., T. Cuneo et M. C. Halteman (dir.), *Philosophy comes to dinner. Arguments on the ethics of eating*, London, Routledge.
- MOSQUERA, J. (2015). « The harm they inflict when values conflict. Why diversity does not matter », *Relations. Beyond Anthropocentrism*, vol. 3, n° 1.
- NG, Y. K. (1995). « Towards Welfare Biology. Evolutionary Economics of Animal Consciousness and Suffering », *Biology and Philosophy*, vol. 10, n° 3.
- PAEZ, E. (2015). « Refusing help and inflicting harm. A critique of the environmentalist view », *Relations. Beyond Anthropocentrism*, vol. 3, n° 1.
- PALMER, C. (2010). *Animal ethics in context*, New York, Columbia University Press, 2010.
- PIANKA, E. R. (1970). « On r- and K-Selection », *The American Naturalist*, vol. 104, n° 940.
- PENNISI, E. (2017). « Every year, thousands of drowned wildebeest feed this African ecosystem », *Science*, [en ligne]. <http://www.sciencemag.org>. Page consultée le 8 avril 2018.
- REGAN, T. (2013). *Les Droits des animaux* [1983], Paris, Éditions Hermann.

- RIPPLE, W. J. ET R. L. BESCHTA (2012). « Trophic cascades in Yellowstone. The first 15 years after wolf reintroduction », *Biological Conservation*, vol. 145.
- SAGOFF, M. (1984). « Animal liberation and environmental ethics : bad marriage, quick divorce », *Osgoode Hall Law Journal*, vol. 22, n° 2.
- SANDLER, R. (2012). *The Ethics of Species*, Cambridge, Cambridge University Press.
- SHELTON, J.-A. (2004). « Killing animals that don't fit in : Moral dimensions of habitat restoration », *Between the Species*, vol. 13, n° 4.
- SINGER, S. (2012). *Libération animale* [1975], Paris, Petite Bibliothèque Payot.
- SITTLER-ADAMCZEWSKI, T. M. (2016). « Consistent Vegetarianism and the Suffering of Wild Animals », *Journal of Practical Ethics*, vol. 4, n° 2.
- TOMASIK, B. (2009). « The Predominance of Wild-Animal Suffering over Happiness : An Open Problem », *Essays on Reducing Suffering*, [en ligne]. <http://reducing-suffering.org>. Page consultée le 8 avril 2018.
- TORRES, M. (2015). « The case for intervention in nature on behalf of animals. A critical review of the main arguments against intervention », *Relations. Beyond Anthropocentrism*, vol. 3, n° 1.
- WILCOX, C. (2011). « Bambi or Bessie. Are wild animals happier? », *Blog du Scientific American*, [en ligne]. <https://blogs.scientificamerican.com>. Page consultée le 8 avril 2018.